



HAL
open science

L'agrandissement-spécialisation des élevages en montagne. Une dynamique inégale

Hélène Rapey

► **To cite this version:**

Hélène Rapey. L'agrandissement-spécialisation des élevages en montagne. Une dynamique inégale. *Economie Rurale*, 2015, 346, pp.3-14. hal-02601270

HAL Id: hal-02601270

<https://hal.inrae.fr/hal-02601270>

Submitted on 4 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'agrandissement-spécialisation des élevages en montagne. Une dynamique inégale

Hélène RAPEY

Irstea-UMR Métafort Inra-Irstea-AgroParisTech-VetAgro Sup, Campus des Cezeaux, 9 avenue Blaise Pascal CS 20085, 63178 Aubière

En montagne, la diversité de taille et d'orientation des exploitations contribue à préserver des emplois et services dans les territoires, mais freine parfois la rentabilité des filières. En période de raréfaction des installations agricoles et de réorganisation des filières, les acteurs de l'élevage et des territoires ont besoin de connaître cette diversité et sa dynamique pour adapter leurs interventions au niveau régional. Dans cette perspective, une analyse des agrandissements et réorientations des élevages d'une zone du Massif Central a été élaborée pour la période 1987-2009 à partir d'inventaires d'exploitations à dire d'experts locaux. Les écarts observés entre exploitations plaident pour de nouveaux ajustements des politiques d'installation et de structures.

MOT-CLÉS : *Dynamiques d'exploitations, élevage, typologie d'exploitations, montagne*

Farms scaling-up and specialisation: an unequal dynamic in mountains areas

In mountains areas, even if the diversity of farms size and orientation is considered as a way to preserve employment and services, it compromises the profitability and maintenance of agro-food chains. In a context of farmer-installations decrease and agro-food chains redeployment, farmers' leaders and local authorities need to well know the dynamics of farms enlargement and specialization in their areas. This is why an analysis of the various farms enlargement was elaborated in a mountains area of the French Massif Central for the period 1987-2009. It drives to recommend new regulations by the installation and land structures policies.

KEYWORDS: *Farms dynamics, livestock, farms typology, mountain*

Contexte et questions

En Europe, depuis 1950, l'agrandissement et la spécialisation des exploitations agricoles marquent les territoires ruraux. Les conséquences agronomiques, écologiques ou socio-économiques de ces évolutions pour les territoires (changements de végétation, d'usage du sol, de paysage, de cadre de vie...) sont montrées par différents auteurs (Roschewitz et al., 2005 ; Ben Arfa et al., 2009 ; Gambino et al., 2012). La diversité de ces dynamiques d'agrandissement et de spécialisation entre pays du Nord et du Sud de l'Europe, et entre régions de montagnes et de plaines, est souvent mise en évidence (Rattin, 2000 ; Chambres d'agriculture, 2008 ; Levesque et al., 2011) et suscite des questions sur la capacité des politiques et des sociétés à réduire les inégalités entre les territoires européens (Delorme, 1996 ; Berriet-Sollic, 2009 ; Verburg et al., 2010). Par contre, la diversité de ces dynamiques à l'intérieur des régions est peu étudiée et son analyse se base souvent sur des avis qualitatifs d'experts ou sur des statistiques peu approfondies (Righi et al., 2011). Pourtant, en période de vieillissement des exploitants, de raréfaction des installations agricoles et de réorganisation des filières, les acteurs de l'élevage et des territoires dans les régions (organismes départementaux ou régionaux d'appui technique et d'aménagement des structures agricoles, entreprises de collecte et de transformation, collectivités territoriales de type conseil général ou régional, PNR) ont particulièrement besoin de connaître cette diversité et sa dynamique pour adapter leurs interventions et leurs investissements (Bailhache, 2012 ; Houdart et al., 2012 ; Renwick et al., 2013). Ces points d'attention sont partagés par les scientifiques étudiant les diverses formes de développement cohabitant dans les territoires (Burton et Walford, 2005).

En montagnes, la diversité de l'élevage, notamment des capitaux et des ressources mobilisées (surface, troupeau, main-d'œuvre), est forte (Martin et al., 2014) et souvent perçue comme un atout à préserver pour maintenir des activités humaines et économiques dans ces zones (Rubena et Penderb, 2004 ; Pflimlin et al., 2005). Le rôle positif de cette diversité pour la flexibilité des élevages et l'environnement est mis en avant (Mottet et al., 2006 ; Darnhofer et al., 2010). La dérégulation progressive des marchés agricoles et la perspective de suppression des quotas laitiers en Europe font craindre une disparition forte des petites et moyennes structures de montagne, souvent diversifiées, qui sont pourtant génératrices d'emplois et assurent une forte part de l'entretien de l'espace dans les territoires (Veysset et al., 2010, 2011). Dans un tel contexte, une analyse de la diversité des dynamiques d'agrandissement et d'orientation des exploitations en montagne paraît utile pour mieux saisir les caractéristiques et les transformations. Ceci doit permettre de mieux identifier les exploitations nécessitant un accompagnement spécifique de la part des acteurs locaux et des politiques territoriales, de distinguer les interventions prioritaires concernant chaque facteur de production (foncier, troupeau, travail,...). Une telle analyse doit aussi permettre de questionner la disparition annoncée des petites et moyennes structures et la spécialisation croissante des grandes structures en zones défavorisées (Desriers, 2011).

Pour cela, nous présentons dans ce papier une démarche permettant de distinguer les dynamiques d'agrandissement et de spécialisation des exploitations dans une zone de montagne. Son application sur une petite région d'élevage du Massif Central nous permet ensuite de dégager et discuter des points d'attention pour accompagner et favoriser le maintien d'une diversité d'exploitations de montagne.

Méthode

1. La zone d'étude

C'est un plateau d'altitude à l'est du Massif Central, comportant 17 000 ha de prairies, appelé Plateau du Mezenc. Cette zone de montagne est une des moins densément peuplées du Massif Central et d'Europe (10 habitants/km² en 2011, source Recensement de Population Insee). 46 % de ses emplois sont agricoles (Insee, 2006). Le maintien de l'élevage est donc essentiel pour préserver la vie locale, l'économie et les paysages du territoire. La zone comprend 10 communes autour de 1 200 mètres d'altitude ; elle forme une entité agro-géographique délimitée par la haute vallée de la Loire à l'ouest et le contrefort ardéchois du Massif Central à l'est. Les évolutions du nombre d'exploitations et de la surface agricole utilisée au cours des vingt dernières années sont semblables à celles observées en France (49 % d'exploitations entre 1988 et 2010, 52 % au niveau national ; stabilité des hectares de SAU entre 1988 et 2010, 5 % au niveau national ; source Recensement Agricole/Agreste). Les surfaces agricoles sont presque toutes en prairies permanentes. Les produits d'élevage sont variés : lait pour la fabrication de produits alimentaires, brouillards essentiellement pour l'exportation, veaux de boucherie et génisses pour la viande. Depuis 2007, une Appellation d'origine protégée permet de démarquer des génisses et bœufs engraisés au foin.

2. Les données de base

L'analyse des évolutions porte sur les deux dernières décennies « post quotas laitiers » (période 1987-2009) qui ont conduit à de profonds changements dans les exploitations de montagne (dimension, orientation, travail...). Elle se base sur des données d'inventaires des exploitations aux deux dates extrêmes de ces décennies, en utilisant la même méthode de collecte des informations dans le cadre de différents projets de recherche (Biannic *et al.*, 1988 ; Baumont *et al.*, 2012).

L'inventaire des exploitations et la caractérisation de leurs structures, main-d'œuvre et productions reposent sur des enquêtes auprès de « commissions communales » composées de 3-4 "experts" locaux (souvent des agriculteurs conseillers municipaux) pour chacune des 10 communes de la zone. Les experts réunis pour chaque commune décrivent par des critères proposés par l'enquêteur toutes les exploitations siégeant dans la commune à la date d'enquête. En 1987, chacune des exploitations avait été décrite en termes de localisation (hameaux du siège d'exploitation et de l'habitation), moyens de production (surface, cheptel, main-d'œuvre), produits (volume et mode de commercialisation) et bâtiments (propriété, aménagement). En 2009, la description demandée présentait l'essentiel de ces points et quelques ajouts sur des éléments récents de l'agriculture (souscription à l'AOP viande Fin Gras du Mezenc, adoption de l'enrubannage). En 2009, les experts n'ont pas eu connaissance des données de 1987 afin de ne pas influencer leurs réponses.

Grâce aux données récoltées lors des inventaires de 1987 et 2009 concernant la démographie et la localisation des exploitations (année de naissance du chef, situation de famille, adresse du siège d'exploitation) et grâce aux requêtes établies pour mettre en correspondance ces descripteurs à l'aide d'un tableur (suivi d'une vérification manuelle), il a été possible d'apparier rapidement les informations des exploitations de 2009 avec celles de leur exploitation "mère" de 1987 pour 4/5 des exploitations actuelles. Ce couplage de données a permis d'appréhender de manière précise les évolutions de 142 des 172 exploitations actuelles de la zone.

3. Les étapes de l'analyse

La nature et la forme des données collectées ont orienté certains choix d'analyse. En effet, les informations recueillies de manière indirecte (auprès d'experts locaux) à deux dates éloignées ne permettent pas de saisir des trajectoires complètes d'exploitations (avec des successions de changements intermédiaires) comme le font certains auteurs (Perrot *et al.*, 1995 ; Mottet *et al.*, 2006 ; Rykjawy *et al.*, 2011). Par contre, notre mode de collecte de l'information (données fermées pour toutes les exploitations de l'entité géographique) offre une qualité d'observation de la diversité des exploitations qui permet d'enrichir l'analyse des évolutions (diversité d'amplitude des changements relevés). En privilégiant l'exhaustivité des exploitations et la diversité des registres d'information sur les exploitations nous nous empêchons d'approfondir la collecte d'autres données, de type économique ou spatial notamment, qui ont pourtant fortement changées en 20 ans et qui nécessiteraient des rencontres individuelles avec l'exploitant (*cf.* Colson et Desarmenien, 1994 ; Mottet *et al.*, 2006). Enfin, notre analyse porte uniquement sur les exploitants siégeant dans la zone d'étude et n'aborde pas les exploitants « extérieurs » et les « non-agriculteurs » utilisant des surfaces agricoles dans la zone ; ces composantes des dynamiques agricoles du territoire manquent donc à notre approche.

La première phase de notre analyse est globale et porte sur les principaux changements de dimension et de production survenus depuis 1987 dans l'ensemble des exploitations (393 fermes en 1987, 172 en 2009). Dix-sept

variables, renseignées pour toutes les exploitations lors des deux inventaires, sont apparues significatives des écarts de changement entre exploitations dans la zone (*tableau 1*).

La deuxième phase s'est centrée sur les écarts d'agrandissement et de spécialisation parmi les 142 exploitations pérennes de 1987 à 2009. Une Analyse en composante principale (ACP) a montré que 6 des 17 premières variables discriminaient particulièrement ces fermes.

À partir de cette ACP, nous avons choisi de classer les exploitations en fonction de leur intensité d'agrandissement sans négliger la dimension initiale des structures (1987). C'est pourquoi chaque exploitation a été qualifiée de « petite », « moyenne » ou « grande » en 1987 et en 2009 après avoir comparé la dimension de l'exploitation et la dimension moyenne annuelle des 142 exploitations (en 1987, l'exploitation « moyenne » avait entre 35 et 55 ha ; en 2009, l'exploitation « moyenne » a entre 50 et 100 ha). Un tri des 142 exploitations à partir du qualificatif de dimension en 1987 et 2009 a permis de distinguer trois principaux groupes d'exploitations :

- des exploitations présentant donc une intensité moyenne d'agrandissement, restées dans la même catégorie de dimension entre 1987 et 2009 (groupe G1) (petite→petite/G1.1, moyenne→moyenne/G1.2, grande→grande/G1.3),
- des exploitations dont l'intensité d'agrandissement est forte, passées dans une catégorie supérieure de dimension entre 1987 et 2009 (G2) (petite→moyenne/G2.1, moyenne→grande/G2.2, petite→grande/G2.3),
- des exploitations dont l'intensité d'agrandissement est faible, passées dans une catégorie inférieure de dimension entre 1987 et 2009 (G3) (grande→moyenne/G3.1, moyenne→petite/G3.2, grande→petite/G3.3).

Les types et fréquences de changements d'orientation d'élevage au sein des groupes et sous-groupes ont été ensuite analysés et complétés par d'autres éléments sur les évolutions structurelles et de fonctionnement des élevages.

Résultats

1. La moitié de la surface agricole a changé d'exploitants en 20 ans

La surface agricole totale de la zone est restée la même depuis 1987 (15 969 ha en 1987, 16 868 ha en 2009 d'après l'analyse de photographies aériennes des communes). Pourtant entre 1987 et 2009, 221 exploitations ont cessé leur activité, 142 exploitations sont restées gérées par la même famille et 30 ont changé de famille.

La cessation a concerné 64 % des exploitations initiales, conduisant au transfert de 6 891 ha vers d'autres exploitants. 3882 ha ont permis l'agrandissement d'exploitations restantes, 3009 ha ont permis des reprises par de « nouveaux » agriculteurs de la zone (1817 ha concernés) ou par des exploitants « extérieurs » (1192 ha). Comme c'est le cas dans de nombreuses régions, les petites structures ont connu le plus fort taux de cessation : 70 % d'entre elles se sont arrêtées après 1987. Les exploitations "persistantes" proviennent de toutes les catégories d'exploitations : 38 % de petites, 36 % de moyennes, 26 % de grandes.

Concernant les 142 exploitations "pérennes" (*tableau 1*), la moitié d'entre elles ont changé de chef depuis 1987 avec l'installation d'un jeune. La plupart des fermes ont aussi changé de structures et d'orientation depuis 1987 : 4/5 ont augmenté leur surface agricole de 40 ha en moyenne et 2/3 ont changé d'orientation d'élevage. Les reprises de foncier ont été très diverses et fonction de l'âge de l'exploitant, ce qui aboutit à de très forts écarts de dimension entre exploitations en 2009. L'éloignement des surfaces d'exploitation s'est accentué : en 1987, 34 % des structures utilisaient des hectares hors de la commune du siège de leur exploitation (en moyenne 12 ha), tandis qu'en 2009 45 % sont concernés (en moyenne 29 ha). L'hétérogénéité de dimension et d'éloignement des parcelles d'exploitation s'est donc accentuée en 20 ans.

L'orientation d'élevage « spécialisée bovin allaitant » a fortement progressé en 20 ans : 13 % des exploitations en 1987, 50 % en 2009. Celle relative aux « bovins lait » (spécialisés ou diversifiés) concernait 75 % des fermes en 1987, 38 % en 2009. Le quota moyen des exploitations laitières est passé de 31 000 à 143 000 litres de lait sur la même période. Les changements d'orientation ont donc été fréquents [pour 68 % des Exploitations agricoles (EA) persistantes]. Comme dans la plupart des régions laitières de montagne, la mise en place des quotas laitiers en 1986 et des plans de restructuration laitière incitant les petits producteurs à cesser leur activité ont marqué l'élevage laitier diversifié du Plateau du Mezenc.

Ces différents éléments globaux indiquent une grande diversité d'évolutions des exploitations dans cette zone puisque malgré l'agrandissement des structures, de petites exploitations subsistent, malgré la conversion à la viande, des élevages laitiers se maintiennent. La mise en évidence et l'approfondissement de cette diversité de dynamiques permet de mieux la décrire et d'en distinguer les « acteurs » et leur situation actuelle. À terme, ceci permet de repérer des points d'attention à avoir sur les diverses évolutions des exploitations de la zone.

Tableau 1. Caractéristiques des 142 exploitations « persistantes »

Variables	Moyenne ou pourcentage des exploitations	Écart-type
Surface Agricole Utile 1987	45 ha	27 ha
Variation 1987-2009 de SAU	+ 29 ha	41 ha
SAU dans la commune du siège d'EA en 1987	40 ha	23 ha
Variation 1987-2009 de SAU dans la commune du siège d'EA	+ 22 ha	35 ha
SAU hors zone d'étude 1987	3 ha	11 ha
Variation 1987-2009 de SAU hors zone d'étude	+ 2 ha	13 ha
Nombre de vaches en 1987	21	12

Variation 1987-2009 du nombre de vaches	+ 16	20
Chargement en vaches/ha SAU en 1987	0,55	0,17
Variation 1987-2009 du chargement	0,0	0,2
Nombre de travailleurs familiaux en 1987	1,8	0,5
Variation 1987-2009 du nombre de travailleurs familiaux	- 0,4	0,7
Pourcentage d'EA avec production de lait (bovin) en 1987	76%	
Variation 1987-2009 du pourcentage d'EA avec production de lait	-34%	
Nombre d'enfants du chef d'EA en 1987	1,8	2,1
Variation 1987-2009 du nombre d'enfants du chef d'EA	-0,4	1,8
Pourcentage d'EA adhérant à l'AOP Viande Fin Gras du Mezenc en 2009	24%	

Source : L'auteure.

2. Trois dynamiques contrastées d'agrandissement-spécialisation des exploitations

Trois groupes d'exploitations se distinguent nettement par leur évolution de dimension et d'orientation d'élevage, ainsi que par leur effectif (cf. tableaux 2 et 3).

Tableau 2. Caractéristiques de dimension des 3 groupes d'exploitations (G1, G2, G3) et de leurs sous-groupes

Groupes et sous-groupes d'exploitations	Effectif (nombre d'EA)	SAU 1987 (ha)	Nombre de travailleurs familiaux en 1987 (UTF)	Nombre de vaches en 1987 dans le cheptel (laitières ou allaitantes)	Variation de SAU depuis 1987 (ha)	Variation du nombre de travailleurs familiaux depuis 1987 (UTF)	Variation du nombre de vaches dans le cheptel depuis 1987 (laitières ou allaitantes)
G1 : agrandissement moyennement intense							
G1	81	44 (33)	1,8 (0,5)	20 (14)	25 (33)	-0,4 (0,7)	+12 (15)
G1.1 (petite→petite)	36	22 (8)	1,6 (0,5)	12 (6)	+10 (13)	-0,4 (0,7)	+6 (9)
G1.2 (moyenne→moyenne)	30	46 (6)	1,8 (0,2)	21 (6)	+24 (12)	-0,5 (0,5)	+13 (10)
G1.3 (grande→grande)	15	96 (42)	2,0 (0,6)	37 (20)	+64 (56)	-0,3 (0,9)	+27 (24)
G2 : agrandissement très intense							
G2	26	31 (10)	1,9 (0,3)	18 (8)	+79 (41)	-0,3 (0,9)	+37 (22)
G2.1 (petite→moyenne)	12	26 (4)	1,8 (0,4)	14 (5)	+50 (13)	-0,7 (0,4)	+23 (16)
G2.2 (moyenne→grande)	8	44 (5)	2,0 (0,3)	26 (8)	+97 (33)	+0,1 (1,2)	+50 (11)
G2.3 (petite→grande)	6	24 (8)	1,8 (0,2)	15 (8)	+113 (50)	+0,2 (1,0)	+49 (30)
G3 : agrandissement peu intense							
G3	35	58 (13)	2,0 (0,6)	25 (10)	+1 (23)	-0,6 (0,7)	+1 (23)
G3.1 (grande→moyenne)	19	65 (6)	2,1 (0,7)	27 (9)	+16 (11)	-0,7 (0,7)	+14 (13)
G3.2 (moyenne→petite)	13	44 (4)	1,7 (0,3)	18 (7)	-9 (11)	-0,4 (0,5)	+2 (15)
G3.3 (grande→petite)	3	72 (9)	2,4 (0,9)	33 (11)	-49 (17)	-1,1 (1,3)	-14 (15)
Ensemble des 3 groupes							
G1, G2, G3	142	45 (27)	1,8 (0,5)	21 (12)	+29 (41)	-0,4 (0,7)	+16 (20)

Note : moyenne, écart-type entre parenthèses.

Source : l'auteure.

Tableau 3. Caractéristiques d'orientation des groupes et sous-groupes d'exploitations

Groupes et sous-groupes d'exploitations	Effectif (nombre d'EA)	% d'EA « spécialisées bovin viande » en 1987	% d'EA « spécialisées bovin lait » en 1987	% d'EA « bovins lait & viande » en 1987	% d'EA « spécialisées bovin viande » en 2009	% d'EA « spécialisées bovin lait » en 2009	% d'EAs « bovins lait & viande » en 2009
G1 : agrandissement moyennement intense							
G1	81	14	26	49	49	12	30
G1.1 (petite→petite)	36	6	36	42	53	14	22
G1.2 (moyenne→moyenne)	30	10	20	63	33	13	47
G1.3 (grande→grande)	15	40	13	40	73	7	13
G2 : agrandissement très intense							
G2	26	15	27	42	46	23	19
G2.1 (petite→moyenne)	12	8	42	42	50	33	17
G2.2 (moyenne→grande)	8	37	25	25	37	0	37
G2.3 (petite→grande)	6	0	0	67	50	33	0

G3 : agrandissement peu intense							
G3	35	3	26	57	49	14	29
G3.1 (grande →moyenne)	19	5	21	58	58	16	32
G3.2 (moyenne →petite)	13	0	23	61	38	15	23
G3.3 (grande→petite)	3	0	67	33	33	0	33
Ensemble des 3 groupes							
G1, G2, G3	142	11	26	50	49	21	27

Source : l'auteure.

L'agrandissement moyennement intense (G1)

Ceci représente la majorité des exploitations (EA) siégeant dans la zone (81 EA). Ces exploitations gèrent au total un tiers de l'espace agricole de la zone (soit 5 237 ha). Toutes les évolutions des exploitations de ce groupe sont modérées et proches des moyennes observées dans la zone. La surface et le troupeau ont augmenté de 25 ha et de 12 vaches en moyenne par exploitation, alors que la main-d'œuvre familiale a diminué de 0,4 UTF. En 2009, 37 % des exploitations utilisent des surfaces hors commune (en moyenne 27 ha). Les orientations de productions des élevages sont variées, même si la spécialisation en bovin lait ou viande a progressé de 20 % et correspond aujourd'hui à 64 % des élevages. Ceci provient en partie des cessations de production laitière (36 % des exploitations « persistantes »). Quant aux exploitations produisant du lait en 2009, leur quota moyen est de 131 000 litres. D'autre part, 27 % des exploitations se sont engagées dans l'AOP Fin Gras. On note aussi que 57 % des structures ont changé de chef depuis 1987 (reprise par un jeune dans 70% des cas).

Ce groupe présente des écarts de dimension initiale d'exploitation, de dynamique laitière, de renouvellement du chef et d'engagement dans l'AOP Fin Gras du Mezenc. Ceci conduit à distinguer trois sous-groupes.

- Le premier (G1.1 : 36 EA), a un effectif élevé et est composé de structures restées petites (32 ha en 2009 ; + 10 ha depuis 1987). Leur cheptel a augmenté proportionnellement aux hectares repris et leur chargement animal est resté dans la moyenne de la zone (0,6 Vaches/ha de SAU). Le chef d'exploitation n'a pas changé depuis 1987 dans la majorité des cas (56 % des EA). 42 % des exploitations ont arrêté la production laitière, 25 % se sont spécialisées (en lait ou viande) et aucune ne s'est engagée dans l'AOP Fin Gras. Ces petites structures ont donc surtout modifié leur orientation d'élevage.

- Le deuxième sous-groupe (G1.2 : 30 EA) comprend des structures restées de dimension moyenne (SAU de 46 ha en 1987, 70 ha en 2009), avec un chargement animal toujours moyen (0,5 Vaches/ha). Dans la majorité des cas (63 % des EA) le chef n'a pas changé depuis 1987. Ces élevages se sont moins spécialisés et moins convertis du lait à la viande que les précédents (respectivement 16 % et 23 % des exploitations), mais se sont par contre engagés dans l'AOP Fin Gras (40 % des exploitations). Ces structures moyennes ont donc surtout changé de chef et se sont inscrites dans la dynamique de l'AOP.

- Le troisième sous-groupe (G1.3 : 15 EA) rassemble les grandes structures de 1987 et 2009 (SAU 1987 : 96 ha ; SAU 2009 : 160 ha) ayant repris 64 ha en moyenne. Ces élevages ont conservé leur faible chargement animal (0,4 Vaches/ha). Leur main d'œuvre familiale a moins diminué que dans les 2 précédents sous-groupes (- 0,3 UTF) et reste importante (G1.3 : 1,7 UTF/EA ; G1, 2, 3 : 1,4 UTF/EA). Trois quarts des exploitations ont changé de chef d'exploitation avec l'installation d'un jeune, sans se distinguer nettement en termes de changement d'orientation (38 % des élevages ont arrêté la production laitière, 31 % se sont spécialisés depuis 1987). Par contre, l'engagement dans l'AOP Fin Gras a été très important (67 % des EA), malgré des changements modérés d'orientation (38% ont arrêté la production laitière, 31 % se sont spécialisés depuis 1987). Ces grandes structures ont des dynamiques plus prononcées que les précédentes (cf. G1.2 quant au changement de chef et à l'inscription dans l'AOP).

Ce groupe indique que l'agrandissement modéré d'exploitations est plus courant pour les structures initialement de petite et moyenne dimension. Quant aux grandes exploitations moyennement agrandies, elles sont moins nombreuses mais se distinguent par le fort renouvellement de leur chef et leur engagement dans l'AOP Fin Gras.

L'agrandissement très intense (G2)

Ce cas est le moins fréquent (26 EA) dans la zone d'étude même s'il concerne 1/6^e de l'espace agricole. Ces exploitations se sont 2,5 fois plus agrandies que la moyenne (+ 79 ha de SAU, + 37 vaches en moyenne), malgré une réduction de la main-d'œuvre familiale semblable à la moyenne (- 0,3 UTF). La productivité du travail a donc très fortement augmenté dans ces exploitations. Le pourcentage de jeunes installés est très élevé : 85 % de fermes avec un nouveau chef, dont 95 % de reprise par un jeune. La spécialisation en bovin lait ou viande a un peu plus progressé que dans le groupe G1 (+ 27 %) et correspond à 73 % des exploitations actuelles. 38 % des exploitations ont arrêté la production laitière ; celles qui l'ont maintenue ont un quota moyen de 183 000 litres. L'engagement dans l'AOP Fin Gras est moyen (27 % des EA).

Dans ce groupe, on distingue des écarts importants d'évolution de la main-d'œuvre, de l'orientation d'élevage et de l'engagement dans l'AOP Fin Gras.

- Un premier sous-groupe (G2.1 : 12 EA), composé de petites structures de 1987 (26 ha de SAU) ayant repris une cinquantaine d'hectares, se démarque par la forte réduction de main-d'œuvre familiale des exploitations depuis 1987 (- 0,7 UTF ; 1,1 UTF en 2009) et le faible engagement dans l'AOP (17 % des EA).

- Un deuxième sous-groupe (G2.2 : 8 EA), correspondant à des structures moyennes de 1987 (44 ha de SAU) ayant repris 97 ha, a par contre conservé son importante main-d'œuvre familiale (2,1 UTF en 2009). Il se distingue

aussi par l'absence de cessation laitière et de spécialisation depuis 1987 dans les exploitations. Des exploitations (37 %) se sont engagées dans l'AOP.

- Un troisième sous-groupe (G2.3 : 6 EA), composé de petites structures de 1987 (24 ha de SAU) ayant repris plus de surface que les précédents (113 ha en moyenne), a lui aussi conservé son importante main-d'œuvre familiale (2 UTF en 2009).

Au sein de ce groupe d'exploitations très fortement agrandies (G2), l'évolution de la main-d'œuvre et de l'orientation d'élevage a été d'intensité variable, avec des structures initialement petites ayant fortement réduit la main-d'œuvre (G2.1) ou l'ayant maintenu (G2.3) malgré leur agrandissement et leur changement d'orientation, et des structures initialement moyennes ayant maintenu la main-d'œuvre et l'orientation de production (G2.2).

L'agrandissement peu intense (G3)

Ceci représente un quart des exploitations mais seulement 1/10^e de l'espace agricole de la zone. Ces structures ne se sont quasiment pas agrandies (+ 1 ha, + 1 vache en moyenne) et ont fortement réduit leur main-d'œuvre (- 0,6 UTF). 80 % d'entre elles ont changé de chef depuis 1987, avec reprise par un jeune dans 64 % des cas. Elles se caractérisent par un très fort taux d'arrêt de la production laitière (60 % des EA), et une très faible adhésion à l'AOP Fin Gras (14 % des EA). Quant à la spécialisation en bovin lait ou viande, elle a progressé de 34 % et correspond aujourd'hui à 66 % des élevages.

Trois sous-groupes se distinguent par leur évolution de main-d'œuvre :

- des grandes structures de 1987 (65 ha de SAU) qui se sont agrandies de 16 ha tout en réduisant fortement leur main-d'œuvre (- 0,7 UTF/EA) (G3.1 : 19 EA) ;
- d'autres grandes structures de 1987 (72 ha) ayant abandonné 49 ha (G3.3 : 3 EA), dont la main d'œuvre familiale a encore plus fortement baissé (- 1,1 UTF), même si le cheptel a peu évolué et que le chef d'exploitation s'est maintenu ;
- des structures moyennes de 1987 (44 ha) ayant perdu seulement 9 ha (G3.2 : 13 EA), dont la main-d'œuvre a moyennement baissé (- 0,4 UTF).

Ces 3 sous-groupes, composés de structures petites et moyennes en 2009, se distinguent donc fortement par l'intensité de réduction de la main-d'œuvre, ainsi que par l'évolution de la productivité du travail : intensité de réduction des UTF très forte, avec division par 2 de la productivité du travail pour G3.3 ; intensité de réduction des UTF forte, avec doublement de la productivité du travail, pour G3.1 ; intensité moyenne de réduction de la main d'œuvre, avec maintien de la productivité du travail pour G3.2. Alors que la productivité du travail était semblable entre les exploitations de ce groupe en 1987, elle est devenue très différente en 2009 (18 à 58 ha /UTF en 2009 ; 26 à 30 ha /UTF en 1987), avec des situations de travail probablement très contrastées.

Globalement, toutes ces évolutions mettent en évidence que l'agrandissement modéré est le cas le plus fréquent dans la zone étudiée, et qu'il concerne plus souvent des exploitations n'ayant pas renouvelé leur chef. Il s'agit donc d'exploitations ne subissant pas de changement « générationnel » de la main-d'œuvre. Pour les exploitations ayant des agrandissements forts ou faibles, correspondant respectivement à G2 ou G3, les évolutions de main-d'œuvre sont très contrastées au sein de chaque cas (réduction très forte ou maintien des UTF) ; certaines subissent donc des ruptures très inégales en termes de main-d'œuvre, de travail et probablement de qualité de vie. Parmi les récents installés, les écarts de situation apparaissent particulièrement forts en termes de main-d'œuvre, de foncier et donc de travail.

Discussion et conclusion

Les résultats présentés amènent à relativiser les évolutions de taille et d'orientation des élevages classiquement attribuées aux zones de montagne et confirment la forte diversité de trajectoires des exploitations dans ces zones (Mottet *et al.*, 2006 ; Garcia-Martinez *et al.*, 2009 ; Ryschawy *et al.*, 2011). Ils mettent en évidence des enjeux importants liés à l'agrandissement des structures agricoles de ces zones, à la réduction de leur main-d'œuvre et à leur accompagnement.

Un des faits marquants observés est la très forte diversité d'agrandissement des exploitations au sein d'une même petite région. La prépondérance des structures de dimension moyenne et de celles modérément ou faiblement agrandies fait relativiser le discours classique sur la disparition des petites et moyennes exploitations en zones défavorisées (Desriers, 2011). Les plus forts agrandissements sont liés à l'installation d'un jeune chef dans les exploitations, tandis que les agrandissements modérés correspondent souvent à une absence de changement de chef, ou de génération du chef ; ceci confirme l'analyse de Garcia-Martinez *et al.* (2009) sur les ruptures de trajectoires associées au changement de chef d'exploitation. Ceci met aussi en évidence l'effet significatif des politiques d'installation sur l'agrandissement des structures (Coulomb, 1999). Cependant nos résultats indiquent aussi que les plus faibles agrandissements sont majoritairement observés dans des exploitations de récents installés. Ceci révèle l'hétérogénéité des « ruptures » de dimension (et par conséquence d'intensification du travail) liée à l'installation.

Il ressort aussi que les grandes structures de 1987 se sont moins agrandies que les autres jusqu'en 2009 ; ceci s'explique par la politique des structures qui a favorisé une relative maîtrise des redistributions foncières et par le

plafonnement de la surface d'exploitation donnant droit aux aides directes (Indemnité compensatrice de handicap naturel, Prime herbagère agro-environnementale).

L'ensemble de ces résultats interroge la manière de conditionner les aides à l'installation des jeunes exploitants, leur déclinaison actuelle permettant peu de limiter les écarts d'accès au foncier. Au-delà de la question foncière, ceci révèle d'importantes différences de soutien du revenu entre exploitations au sein d'une région de montagne, le niveau de ces aides ayant été fortement lié à la surface d'exploitation au cours des dernières décennies. Comme le soulignait déjà Chatellier et Delattre en 2005, il convient de s'interroger tout particulièrement sur le mode de répartition des aides en montagne pour réussir à conserver les diverses exploitations qui y subsistent.

Quant au changement d'orientation des élevages, il se montre peu lié à l'âge de l'exploitant, à la dimension initiale ou à l'agrandissement des exploitations actuelles. Même si les conversions de la production de lait vers celle de viande sont très fréquentes parmi les exploitations faiblement agrandies (2/3 de ces EA), elles concernent pour une moindre part les exploitations modérément ou fortement agrandies (plus de 1/3 de ces EA). Ceci indique que les plans de restructuration laitière post-quotas ont surtout favorisé les cessations des petites structures d'exploitants âgés et les conversions de structures sans dynamique foncière. Nos résultats montrent aussi que le lien entre le fort agrandissement des structures et la spécialisation viande des élevages (dans une perspective de simplification du travail d'élevage) n'est pas général, puisque nous observons que la conversion lait-viande s'inscrit dans des dynamiques foncières d'exploitation très contrastées. Ceci confirme d'autres résultats récemment obtenus sur ces conversions dans l'Est du Massif Central (Rapey et Beyle, 2014). C'est pourquoi l'analyse et l'accompagnement de ces conversions ne doivent pas se limiter à des questions d'ordre technique (alimentation, santé, reproduction des animaux), mais doivent prendre en compte la diversité de dynamique et de contexte global des exploitations converties (foncier, travail notamment).

Concernant l'adhésion au signe de qualité, généralement considérée comme l'alternative d'avenir pour consolider l'économie des exploitations de montagne, nos résultats montrent que l'engagement dans l'AOP viande de la région est plus fort dans les exploitations ayant changé de chef et maintenu leur main-d'œuvre. Le maintien de la taille du collectif de travail semble jouer sur cet engagement de l'exploitation lors de l'installation d'un jeune. Par contre l'adhésion à l'AOP apparaît peu liée à l'agrandissement ou à la dimension des exploitations, ce qui constitue à la fois un atout et une contrainte pour l'AOP : ceci maintient un panel varié d'adhérents, mais rend complexe la gestion globale de la production de la filière. Ceci indique enfin que l'engagement dans l'AOP ne freine pas l'agrandissement des exploitations et n'offre pas de complément de revenu suffisant aux exploitants.

L'approche exhaustive des dynamiques d'exploitation au sein d'une petite zone de montagne a mis en évidence la forte diversité de dimension et d'intensité d'agrandissement des exploitations au sein d'une région ayant des potentialités agronomiques pourtant homogènes. Dans un contexte où les politiques se veulent plus attentives aux inégalités individuelles et territoriales, la démarche présentée permet de rendre compte des écarts de structure et de travail entre exploitations, et de leurs évolutions. Même si les très forts agrandissements d'exploitations sont minoritaires dans ce type de région, ils favorisent un accroissement des écarts de conditions d'installation et de travail entre exploitants. Ceci devrait interpeller les responsables politiques et professionnels afin de mieux les prendre en compte et les maîtriser par l'intermédiaire des politiques d'installation et de structures.

Ce travail a bénéficié d'un financement de l'INRA, d'Irstea (ex-Cemagref) et du Conseil Régional d'Auvergne, au titre du projet Valprai, dans le cadre des programmes "Pour et Sur le Développement Régional" (Auvergne, 2007-2011).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bailhache R. (2012). La diversité de l'agriculture française : une force et un atout. *Revue Chambres d'agriculture*, n°1018, p. 11-31.

Baumont R., Rapey H., Ingrand S., Caron A., Veysset P., Renoux J.-L. (2012). Valoriser la diversité des prairies auvergnates : principaux résultats du projet PSDR-Valprai. *Revue d'Auvergne*, vol. 1-2, n°602-603, p. 21-38.

Ben Arfa N., Rodriguez C., Daniel K. (2009). Dynamiques spatiales de la production agricole en France. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2009/4, p. 807-834.

Berriet-Sollic M., Le Roy A., Trouvé A. (2009). Territorialiser la politique agricole pour plus de cohésion. *Économie rurale*, n°313-314.

Biannic L., Baud G., Amon G., Cayla D., Guitton J.-L. (1988). Avenir d'une zone rurale fragile dans le Massif Central : le Mezenc. *Étude Cemagref*, n°125, 117 p.

Burton R. J. F., Walford N. (2005). Multiple succession and land division on family farms in the South East of England: A counterbalance to agricultural concentration? *Journal of Rural Studies*, n°21, p. 335-347.

Chambres d'agriculture (2008). *Les enjeux régionaux de l'agriculture européenne*. N°969.

- Chatellier V., Delattre F. (2005). Les soutiens directs et le découplage dans les exploitations agricoles de montagne. *Économie rurale*, n°288, 17 p.
- Colson F., Desarmenien D. (1994). Les trajectoires économiques des exploitations agricoles. Méthodes d'analyse et application à l'évaluation des conséquences de la réforme de la PAC. *Économie rurale*, n°220-221, p. 79-83.
- Coulomb P. (1999). La politique foncière agricole en France : une politique foncière « à part » ? La déstabilisation de la politique des structures. La transmission du patrimoine de l'exploitation agricole familiale en France. In Jouve A.-M., Bouderbala N. (eds.), « *Politiques foncières et aménagement des structures agricoles dans les pays méditerranéens : à la mémoire de Pierre Coulomb* ». Montpellier, CIHEAM, Cahiers Options Méditerranéennes, n°36, p 69-94
- Darnhofer I., Bellon S., Dedieu B., Milestad R. (2010). Adaptiveness to enhance the sustainability of farming systems. *A review Agronomy for Sustainable Development*, n°30, p. 545-555.
- Delorme H. (1996). Les syndicats agricoles français et la répartition des aides publiques : contexte et contenu du débat. *Économie rurale*, n°233, p. 49-54.
- Desriers M. (2011). Les productions se concentrent dans les exploitations spécialisées. *Agreste Primeur*, n°272, 4 p.
- García-Martínez A., Olaizola A., Bernués A., (2009). Trajectories of evolution and drivers of change in European mountain cattle farming systems. *animal*,3, pp 152-165, doi:10.1017/S1751731108003297
- Gambino M., Laisney C., Vert J. (coord.) (2012). *Le monde agricole en tendances. Un portrait social prospectif des agriculteurs*. Centre d'études et des prospectives, SSP, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, La Documentation Française, 124 p.
- Houdart M., Cournut S., Rapey H., Taverne M. (2012). La contribution de l'élevage au développement durable des territoires : point de vue d'acteurs du territoire du Livradois-Forez, Auvergne. Colloque « *Les représentations Nord-Sud du développement durable* », IUFM d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 19-20 décembre.
- INSEE, 2006, Statistiques Communales Travail-Emploi, Recensement General Population 2006 (en ligne)
- Levesque R., Liorit D., Pathier G. (2011). Les marchés fonciers ruraux régionaux entre dynamiques des exploitations agricoles et logiques urbaines. *Économie et statistique*, n°444-445, p. 75-98.
- Martin B., Lherm M., Beranger C. (2014). Évolutions et perspectives de l'élevage des ruminants dans les montagnes françaises. *Inra Productions Animales*, vol. 27, n°1, p. 5-16.
- Mottet A., Ladet S., Coqué N., Gibon A. (2006). Agricultural land-use change and its drivers in mountain landscapes: a case study in the Pyrenees. *Agriculture Ecosystems and Environment*, n°114, p. 296-310
- Perrot C., Pierret P., Landais E. (1995). L'analyse des trajectoires des exploitations agricoles, une méthode pour actualiser les modèles typologiques et étudier l'évolution de l'agriculture locale. *Économie rurale*, n°228, p. 35-47.
- Pflimlin A., Buczinski B., Perrot C. (2005). Proposition de zonage pour préserver la diversité des systèmes d'élevage et des territoires européens. *Fourrages*, n°182, p. 311-329
- Rapey H., Beyle R. (2014). Is the increase in beef cattle in upland farms driving environmentally-friendlier farming? Communication to the Joint Meeting of FAO-CIHEAM Mountain Pastures, "*Mediterranean Forage Resources and Mountains Cheases networks*", June 24-25-26, Clermont-Ferrand, 4 p.
- Rattin S. (2000). Les structures agricoles en Europe : les divergences persistent entre le Nord et le Sud. *Agreste cahiers* n°2, p. 3-12.
- Renwick A., Jansson T., Verburg P. H., Revoredo-Giha C., Britz W., Gocht A., McCracken D. (2013). Policy reform and agricultural land abandonment in the EU. *Land Use Policy*, n°30, p. 446-457.
- Righi E., Dogliotti S., Stefanini F. M., Pacini G. C. (2011). Capturing farm diversity at regional level to up-scale farm level impact assessment of sustainable development options. *Agriculture, Ecosystems and Environment*, vol. 142, n°1-2, p. 63-74.
- Roschewitz I., Thies C., Tschardt T. (2005). Are landscape complexity and farm specialisation related to land-use intensity of annual crop fields? *Agriculture, Ecosystems and Environment*, n°105, p. 87-99.
- Rubena R., Pender J. (2004) Rural diversity and heterogeneity in less-favoured areas: the quest for policy targeting. *Food Policy*, vol. 29, n°4, p. 303-320.

Ryschawy J., Choisis N., Choisis J.-P., Gibon A. (2011). *Understanding how farmers last over the long term: a typology of trajectories of change in farming systems. A French case-study*. Communication to EAAP Meeting, 1st sept., Stavanger (Norway), 5 p.

Verburg P. H., Van Berkel D B., Van Doorn A. M., Van Eupen M., Van den Heiligenberg H.A.R.M (2010). Trajectories of land use change in Europe: a model-based exploration of rural futures. *Landscape Ecology*, n°25, p. 217-232.

Veysset P., Roziere B., Benoit M., Laignel G.(2010). Prospective « 2015 » pour des élevages de ruminants en zones herbagères du Massif Central : quelles adaptations pour quels résultats ?

Rencontres Recherches Ruminants, n°17, p. 33-36.

Veysset P., Rapey H., Pötsch E. M. (2011). *Which types of farms for managing mountain grasslands in the future? A prospective approach*. In *Grassland farming and land management systems in mountainous regions*. Proceedings of the 16th Symposium of the European Grassland Federation, Gumpenstein, Austria, 29th-31st August, Agricultural Research and Education Center (AREC) Raumberg-Gumpenstein. p. 299-301.